

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 37.642/2/V

DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 30 août 2004, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté ministériel "modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules", a donné le 6 septembre 2004 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"De spoedbehandeling is gemotiveerd door het feit dat dit wijzigingsbesluit uitvoering geeft aan het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, inzonderheid artikel 18, en dat dit koninklijk besluit zelf het voorwerp uitmaakt van nieuwe wijzigingsbepalingen waarvoor de spoedbehandeling wordt gevraagd en overwegende dat de richtlijn 2003/127/EG van de Commissie van 23 december 2003 tot wijziging van Richtlijn 1999/37/EG van de Raad inzake kentekenbewijzen van motorvoertuigen de lidstaten noopt tot spoedige harmonisatie van de vormgeving en de inhoud van de kentekenbewijzen."

*

* *

Cette motivation repose sur deux éléments distincts, dont il convient d'examiner séparément le bien fondé :

- le fait que le projet vise à modifier l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules, lequel est un arrêté d'exécution de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules, qui fait également l'objet d'un projet d'arrêté modificatif (numéro de rôle 37.641/2/V), pour lequel l'urgence est invoquée;
- le fait que la directive 2003 /127/CE ⁽¹⁾ de la Commission du 23 décembre 2003 modifiant la directive 1999/37/CE ^(1 2) du Conseil relative aux documents d'immatriculation des véhicules nécessite l'harmonisation urgente par les États membres de la présentation et du contenu des certificats d'immatriculation.

⁽¹⁾ J.O.C.E., L 10 du 16 janvier 2004, p. 29.

⁽²⁾ J.O.C.E., L 138 du 1^{er} juin 1999, p. 57.

L'urgence que présente l'examen du projet d'arrêté royal répertorié sous le numéro d'avis 37.641/2/V n'est toutefois justifiée qu'à l'égard des seules modifications que celui-ci entend apporter à l'arrêté du 20 juillet 2001 et qui visent à se conformer à l'avis motivé donné par la Commission européenne le 9 juillet 2003 ⁽¹³⁾. Parmi ces modifications, aucune ne semble nécessiter d'adaptation de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, précité.

L'urgence présentée par le projet d'arrêté royal examiné sous le numéro d'avis 37.641/2/V ne peut dès lors justifier à elle seule le caractère urgent que présenterait le projet d'arrêté ministériel examiné.

Il convient dès lors d'examiner si l'urgence que présenterait le projet examiné peut être justifiée par la nécessité de transposer la directive 2003/127/CE modifiant la directive 1999/37/CE, précitée.

La directive 2003/127/CE de la Commission précitée remplace les annexes de la directive 1999/37/CE du Conseil, précitée "afin de permettre aux Etats membres de délivrer des documents d'immatriculation des véhicules sous forme d'une carte à puce électronique en remplacement des documents sur papier" ⁽¹⁴⁾.

Le projet examiné ne tend nullement à introduire dans l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, précité, la possibilité de remplacer le support "papier" actuel du certificat d'immatriculation par une carte à puce. Il vise à rendre le certificat d'immatriculation belge conforme aux exigences de l'annexe I de la directive 1999/37/CE, exigences qui n'ont pas été modifiées par la directive 2003/127/CE, pour ce qui concerne les certificats établis sur papier ⁽¹⁵⁾.

⁽³⁾ Voir l'avis 37.641/2/V donné ce jour.

⁽⁴⁾ Deuxième considérant de la directive 2003/127/CE.

⁽⁵⁾ Dans son avis 31.531/4, donné le 13 juin 2001, sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001 que le projet examiné entend modifier, la section de législation avait relevé le fait que ce texte ne constituait pas une transposition complète de la directive 1999/37/CE.

Il serait dès lors plus exact de considérer que l'urgence que présente le projet examiné se fonde sur la nécessité de se conformer à la directive 1999/37/CE précitée, dont le délai de transposition expirait le 1^{er} juin 2004.

Cette motivation de l'urgence reste cependant étrangère à l'objet de l'article 4 du projet. Cette dernière disposition ne sera, par conséquent, pas examinée.

*

*

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, les articles 1^{er} à 3 et 5 du projet appellent les observations ci-après.

Article 1^{er} (nouveau)

L'article 8, paragraphe 1^{er}, de la directive 1999/37/CE, précitée, dispose :

"Les États membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive avant le 1^{er} juin 2004. Ils en informent immédiatement la Commission.

Lorsque les États membres adoptent ces dispositions, celles-ci contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres."

.../...

Afin de satisfaire à cette obligation, il convient d'insérer, dans le dispositif du projet, une disposition autonome, étant un nouvel article 1^{er}, qui mentionne que ce dispositif a pour objet la transposition de la directive précitée.

Article 1^{er} (devenant l'article 2 du projet)

1. Afin de satisfaire au prescrit du point II.5. de l'annexe I de la directive 1999/37/CE, précitée ⁽¹⁶⁾, il convient d'indiquer, à l'article 2, § 2, 2°, j), en projet, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, précité (article 1^{er}, devenant l'article 2 du projet), que la mention précisant que le titulaire du certificat d'immatriculation n'est pas identifié par ce certificat comme propriétaire du véhicule, est précédée du code communautaire harmonisé correspondant.

2. L'article 2, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, de l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, précité (article 1^{er}, devenant l'article 2 du projet), dispose :

"Le certificat d'immatriculation délivré lors d'une immatriculation «essai» ou «marchand» a les mêmes caractéristiques que le certificat d'immatriculation mentionné au § 1^{er} de cet arrêté. À la première page, il a les mêmes mentions que celles reprises au § 2 de cet arrêté."

Lorsqu'un texte fait référence à d'autres dispositions, il est nécessaire que ces dernières soient identifiées avec précision. Pour ce faire, il y a lieu de remplacer, dans la disposition précitée :

- les mots : "au § 1^{er} de cet arrêté" par : "au § 1^{er}";
- les mots : "au § 2 de cet arrêté" par : "au § 2, 1°".

⁽⁶⁾ Annexe remplacée par la directive 2003/127/CE, précitée.

Article 5 du projet

L'article 5 du projet dispose :

"Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2004."

Sauf à supposer que l'administration délivre déjà, depuis le 1^{er} juin 2004, des certificats d'immatriculation qui ne correspondent plus au modèle actuellement imposé par l'arrêté ministériel du 23 juillet 2001, le Conseil d'État n'aperçoit pas la justification du caractère rétroactif du projet ⁽¹⁷⁾.

⁽⁷⁾ Il peut en outre être noté que, lorsqu'un arrêté présente un caractère rétroactif, les mots : "entre en vigueur le" doivent être remplacés par : "produit ses effets au". Il convient par ailleurs d'écrire "Le présent arrêté" au lieu de "cet arrêté".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	F. DAOUT,	conseillers d'Etat,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRESIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 37.642/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 30 augustus 2004 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen", heeft op 6 september 2004 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

"De spoedbehandeling is gemotiveerd door het feit dat dit wijzigingsbesluit uitvoering geeft aan het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, inzonderheid artikel 18, en dat dit koninklijk besluit zelf het voorwerp uitmaakt van nieuwe wijzigingsbepalingen waarvoor de spoedbehandeling wordt gevraagd en overwegende dat de richtlijn 2003/127/EG van de Commissie van 23 december 2003 tot wijziging van Richtlijn 1999/37/EG van de Raad inzake kentekenbewijzen van motorvoertuigen de lidstaten noopt tot spoedige harmonisatie van de vormgeving en de inhoud van de kentekenbewijzen".

*

*

*

Deze motivering steunt op twee afzonderlijke gegevens waarvan de gegrondheid apart dient te worden onderzocht :

- het feit dat het ontwerp strekt tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, dat een besluit is tot uitvoering van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen waarvoor eveneens een ontwerp van wijzigingsbesluit aanhangig is (rolnummer 37.641/2/V) waarvoor om spoedbehandeling is verzocht;
- het feit dat richtlijn 2003/127/EG ⁽¹⁾ van de Commissie van 23 december 2003 tot wijziging van richtlijn 1999/37/EG ⁽²⁾ van de Raad inzake de kentekenbewijzen van motorvoertuigen de lidstaten noopt tot spoedige harmonisatie van de vormgeving en de inhoud van de kentekenbewijzen.

⁽¹⁾ Publicatieblad L10 van de Europese Unie van 16 januari 2004, blz. 29.

⁽²⁾ Publicatieblad L138 van de Europese Unie van 1 juni 1999, blz. 57.

De spoedbehandeling van het ontwerp van koninklijk besluit dat onder adviesnummer 37.641/2/V is ingeschreven, is evenwel alleen gerechtvaardigd wat betreft de wijzigingen die dat ontwerp in het besluit van 20 juli 2001 beoogt aan te brengen en die ertoe strekken zich te gedragen naar het met redenen omklede advies dat de Europese Commissie op 9 juli 2003 heeft uitgebracht ⁽³⁾. Geen enkele van die wijzigingen lijkt een aanpassing van het voormelde ministerieel besluit van 23 juli 2001 te vereisen.

Het spoedeisende karakter van het ontwerp van koninklijk besluit dat onder adviesnummer 37.641/2/V is behandeld, kan op zich dus niet het spoedeisende karakter rechtvaardigen van het voorliggende ontwerp van ministerieel besluit.

Er dient dan ook te worden nagegaan of het spoedeisende karakter van het thans onderzochte ontwerp kan worden gerechtvaardigd door de noodzaak om de voormelde richtlijn 2003/127/EG tot wijziging van richtlijn 1999/37/EG om te zetten.

Bij de voormelde richtlijn 2003/127/EG van de Commissie worden de bijlagen bij de voormelde richtlijn 1999/37/EG van de Raad vervangen "teneinde de lidstaten de mogelijkheid te bieden het kentekenbewijs van voertuigen niet als papieren document, maar in de vorm van een chipkaart te verstrekken" ⁽⁴⁾.

Het thans onderzochte ontwerp strekt geenszins tot het invoeren in het voormelde ministerieel besluit van 23 juli 2001 van de mogelijkheid om de huidige "papieren" drager van het kentekenbewijs door een chipkaart te vervangen. Het strekt ertoe het Belgische kentekenbewijs in overeenstemming te brengen met de vereisten van bijlage I bij richtlijn 1999/37/EG, welke vereisten niet gewijzigd zijn bij richtlijn 2003/127/EG, wat de op papier opgestelde bewijzen betreft ⁽⁵⁾.

⁽³⁾ Zie advies 37.641/2/V, dat heden is uitgebracht.

⁽⁴⁾ Tweede considerans van richtlijn 2003/127/EG.

⁽⁵⁾ In advies 31.531/4 dat de afdeling wetgeving op 13 juni 2001 heeft uitgebracht over een ontwerp dat tot het ministerieel besluit van 23 juli 2001 heeft geleid, besluit dat het huidige ontwerp beoogt te wijzigen, heeft ze erop gewezen dat richtlijn 1999/37/EG bij die regeling niet volledig werd omgezet.

Het zou dan ook correcter zijn ervan uit te gaan dat de spoed die gepaard gaat met het onderzochte ontwerp ingegeven is door de noodzaak om te voldoen aan de voornoemde richtlijn 1999/37/EG, waarvoor de termijn van omzetting afliep op 1 juni 2004.

Die motivering van de spoed heeft evenwel niets uitstaande met het onderwerp van artikel 4 van het ontwerp. Deze laatste bepaling wordt bijgevolg niet onderzocht.

*

*

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geven de artikelen 1 tot 3 en 5 van het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Artikel 1 (nieuw)

Artikel 8, paragraaf 1, van de voornoemde richtlijn 1999/37/EG luidt als volgt :

"De lidstaten stellen de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vast om vóór 1 juni 2004 aan deze richtlijn te voldoen. Zij stellen de Commissie hiervan onmiddellijk in kennis.

Wanneer de lidstaten deze bepalingen aannemen, wordt in die bepalingen naar de onderhavige richtlijn verwezen of wordt hiernaar verwezen bij de officiële bekendmaking van die bepalingen. De regels voor deze verwijzing worden vastgesteld door de lidstaten."

.../...

Teneinde te voldoen aan die verplichting, dient in het dispositief van het ontwerp een op zichzelf staande bepaling te worden ingevoegd, namelijk een nieuw artikel 1, waarin bepaald wordt dat met dit dispositief de omzetting van de voornoemde richtlijn beoogd wordt.

Artikel 1 (dat artikel 2 van het ontwerp wordt)

1. Teneinde te voldoen aan hetgeen bepaald wordt in punt II.5. van bijlage I bij de voornoemde richtlijn 1999/37/EG ⁽⁶⁾, behoort in het ontworpen artikel 2, § 2, 2°, j), van het voornoemde ministerieel besluit van 23 juli 2001 (artikel 1, dat artikel 2 van het ontwerp wordt), bepaald te worden dat de vermelding dat de tenaamgestelde van het kentekenbewijs door middel van dat kentekenbewijs niet wordt geïdentificeerd als de eigenaar van het voertuig, voorafgegaan wordt door de bijbehorende geharmoniseerde communautaire code.

2. Het ontworpen artikel 2, § 3, eerste lid, van het voornoemde ministerieel besluit van 23 juli 2001 (artikel 1, dat artikel 2 van het ontwerp wordt) luidt als volgt :

"Het kentekenbewijs dat wordt afgegeven bij een inschrijving "proefritten" of "handelaar", heeft dezelfde kenmerken als het kentekenbewijs vermeld in § 1 van dit besluit. Op de eerste bladzijde komen dezelfde vermeldingen voor als bedoeld in § 2 van dit besluit ."

Wanneer in een tekst verwezen wordt naar andere bepalingen, moeten deze nauwkeurig worden vermeld. Daarvoor moeten in de voornoemde bepaling :

- de woorden : "in § 1 van dit besluit" vervangen worden door : "in § 1";
- de woorden : "in § 2 van dit besluit" vervangen worden door : "in § 2, 1°".

⁽⁶⁾ Bijlage vervangen bij de voornoemde richtlijn 2003/127/EG.

Artikel 5 van het ontwerp

Artikel 5 van het ontwerp luidt als volgt :

"Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2004."

Behalve in de veronderstelling dat het bestuur reeds vanaf 1 juni 2004 kentekenbewijzen aflevert die niet meer beantwoorden aan het model dat thans opgelegd wordt door het ministerieel besluit van 23 juli 2001, is het de Raad van State niet duidelijk hoe de terugwerkende kracht van het ontwerp verantwoord kan worden ⁽⁷⁾.

⁽⁷⁾ Er behoort overigens te worden opgemerkt dat wanneer een besluit terugwerkende kracht heeft, de woorden "treedt in werking op" vervangen moeten worden door "heeft uitwerking met ingang van".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	F. DAOUT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS